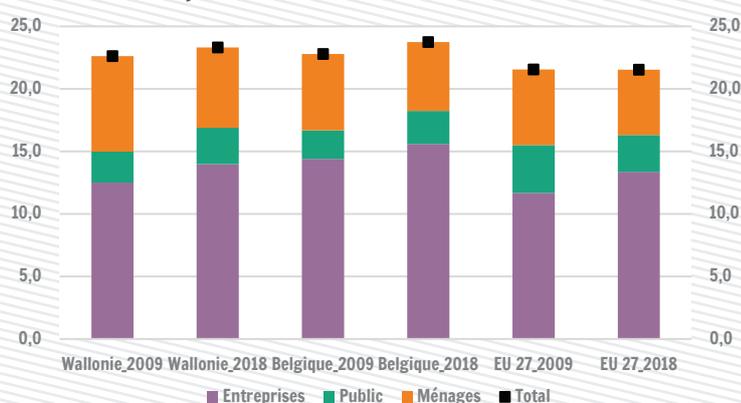


14,0%

Part des investissements
des entreprises dans le PIB wallon
pour l'année 2018

Investissement par secteur institutionnel - 2009 et 2018 (en % du PIB de l'économie totale)



Taux d'investissement des entreprises non financières (Investissement en % de la VAB du secteur)

	2009	2014	2018
Bruxelles	23,7	25,9	26,3
Flandre	24,7	25,2	26,8
Wallonie	24,6	27,1	27,1
Brabant wallon	29,8	42,0	34,5
Hainaut	23,7	25,6	26,6
Liège	20,8	22,1	24,1
Luxembourg	23,6	22,6	24,0
Namur	29,3	21,9	23,2
Belgique	24,5	25,7	26,8

Sources : Eurostat et ICN ; Calculs : IWEPS (mai 2021)

En Wallonie, l'investissement total (ou la formation brute de capital fixe) occupe un poids de 23,3 % dans le PIB en 2018 (contre 22,6 % en 2009), soit un taux supérieur à celui observé à Bruxelles (18,7 %) et dans l'Union européenne (21,5 %) mais inférieur à la moyenne belge (23,7 % en 2018) et à celui mesuré pour la Flandre (25,5 %). Si les taux d'investissement total sont proches entre la Wallonie et la Belgique, on note que l'investissement des entreprises en proportion du PIB est plus important sur le territoire belge (15,6 % contre 14 % en Wallonie), porté par un plus haut taux d'investissement du secteur privé en Flandre. En termes d'investissement public, le taux est légèrement plus élevé en Wallonie comparativement à la moyenne belge et semblable au taux mesuré pour l'ensemble des 27 états membres de l'UE. Si l'investissement des ménages (principalement en logement) en % du PIB est en diminution, il est plus élevé en Wallonie.

Le tableau reprend le taux d'investissement des entreprises non financières au niveau des régions belges et des provinces wallonnes. Il se mesure en proportion de la valeur ajoutée brute du secteur. Ce taux était utilisé comme indicateur de résultat pour le FEDER jusque la période 2014-2020 mais plus pour la période 2021-2027. Sur la période 2009 à 2018, le taux investissement augmente dans toutes les régions. En 2018, il est très légèrement supérieur en Wallonie. Ce taux d'investissement des entreprises non financières est plus élevé dans le Brabant wallon (34,5 %) que dans le reste de la Wallonie (entre 23,2 % et 26,6 %). Entre les années 2009 et 2018, Namur est la seule province qui voit son taux diminuer, de 29,3 % à 23,2 %. Au niveau des autres secteurs institutionnels, les taux d'investissements sont plus élevés en Flandre que dans les deux autres régions.

Investissements

Formation brute de capital fixe, en euros chaînés - prix de 2015 en indice (2009=100)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bruxelles	100,0	98,1	98,6	97,3	98,3	105,6	107,7	108,4	111,3	115,1
Flandre	100,0	100,6	106,1	107,6	104,9	109,3	110,1	123,0	122,7	126,9
Wallonie	100,0	100,1	107,7	107,5	103,6	111,0	125,2	110,7	117,0	120,9
Union européenne	100,0	99,5	101,5	98,7	96,7	98,7	103,7	107,1	111,5	115,4
Zone euro	100,0	99,7	101,3	98,1	95,8	97,2	101,8	105,9	110,0	113,5
Belgique	100,0	100,0	105,2	105,9	103,5	109,1	113,1	117,8	119,5	123,5
Allemagne	100,0	105,3	113,1	112,8	111,3	114,9	116,9	121,4	124,4	128,8
France	100,0	102,1	104,2	104,4	103,6	103,6	104,7	107,5	112,6	116,2
Pays-Bas	100,0	93,2	97,8	91,6	90,2	88,0	113,5	105,2	109,7	113,6

Sources : Eurostat et ICN ; Calculs : IWEPS (juin 2021)

En Wallonie, à l'instar des autres régions belges et de l'ensemble de la Zone euro, les investissements ont été légèrement affectés par la crise des dettes souveraines survenue en 2013 au sein de la Zone euro. Le niveau des investissements est reparti à la hausse en 2014. En Wallonie, cette hausse s'est intensifiée très nettement en 2015, notamment en raison d'opérations exceptionnelles (rachat de brevet) dans l'industrie pharmaceutique portant le niveau d'investissement à un niveau largement supérieur à celui observé avant crise. En 2018, la hausse observée en Wallonie est principalement le fait des investissements en recherche et développement dans les services informatiques, des entreprises non financières ainsi que dans la construction.

Bruxelles retrouvait en 2014 un niveau d'investissement supérieur à celui observé en 2009. La Zone euro et l'Union européenne des 27 ont connu des fluctuations jusqu'en 2015 et depuis les investissements sont en hausse continue. La Flandre a connu une forte hausse des investissements en 2016 atteignant un niveau largement plus haut que celui mesuré avant crise. En 2018, la hausse est en partie le fait des investissements en logements des ménages. À Bruxelles, il s'agit principalement d'investissements en recherche et développement des entreprises financières et d'assurance.

Définitions et sources

Les données utilisées pour cette fiche proviennent des comptes régionaux publiés chaque année en février par l'Institut des Comptes Nationaux.

Le taux d'investissement d'un secteur ou d'une branche est le rapport entre la formation brute de capital fixe et la valeur ajoutée brute au prix de base (1^{er} tableau).

Pour l'investissement total ventilé par secteur institutionnel, le taux est toutefois présenté par rapport au PIB.

La mesure de l'évolution du capital fixe s'effectue en euros chaînés et à partir de 2009 (2^{ème} tableau).

Pertinence et limites

La formation brute de capital fixe en volume (euros chaînés de 2015) est calculée par l'IWEPS en tenant compte des déflateurs nationaux.

Les séries publiées dans les comptes régionaux débutent à l'année 2009. Des données antérieures sont disponibles auprès de l'ICN mais elles n'ont pas été adaptées aux modifications méthodologiques intervenues dans les comptes régionaux en 2020.

Le taux d'investissement des entreprises non financières était utilisé comme indicateur de résultat pour le FEDER en Wallonie pour la période 2013-2020 mais plus pour la période 2021-2027.

Pour en savoir plus :

<https://www.iweps.be/publication/comptes-regionaux-2019/>

Personne de contact : **Yves Tilman** (y.tilman@iweps.be) / prochaine mise à jour : **mars 2022**